

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 10/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

THERMAL CERAMICS DE FRANCE SA

ZI les plantées
BP 4
42680 Saint-Marcellin-En-Forez

Références : UID4243 MEA 024 0237

Code AIOT : 0006103481

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2024 dans l'établissement THERMAL CERAMICS DE FRANCE SA implanté BP 4 ZI Les Plantées 42680 Saint-Marcellin-en-Forez. L'inspection a été annoncée le 16/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THERMAL CERAMICS DE FRANCE SA
- BP 4 ZI Les Plantées 42680 Saint-Marcellin-en-Forez
- Code AIOT : 0006103481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

L'usine de Saint Marcellin-en-Forez est spécialisée dans la fabrication de produits isolants réfractaires. Elle produit actuellement 2 catégories de produits fibreux déclinés sous plusieurs formes (vrac, bottes, nappe...) : les fibres Céramiques Réfractaires (FCR) et les fibres Silicate Alcalino-terreux (AES).

La société THERMAL CERAMICS est concernée par la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 dite "IED" (Industrial Emissions Directive). A l'issu de l'instruction d'un dossier de réexamen (juillet 2014), les NEA-MTD du BREF « Verrerie » publié le 8 mars 2012 ont été imposés par arrêté préfectoral complémentaire du 8 juillet 2016.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	AIR - Cheminées	Arrêté Préfectoral du 08/07/2016, article 3.2.2	Demande d'action corrective	1 mois
2	AIR - Modalités d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 08/07/2016, article 10.2.1	Demande d'action corrective	1 mois
3	AIR - Résultats d'analyses	Arrêté Préfectoral du 08/07/2016, article 3.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Bruit - Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 08/07/2016, article 10.2.6	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a permis de refaire un point sur l'évolution du site depuis le dossier de réexamen et de demande de dérogation. Des nouvelles modalités de maintenance ont permis de réduire de manière conséquente les émissions de poussières. Ces améliorations doivent encore être confirmées dans le temps et prises en compte dans le dossier de demande de dérogation.

Par ailleurs, on constate des non conformités ponctuelles sur plusieurs point de rejet pour lesquels des actions correctives doivent être apportées.

Enfin quelques cheminées étaient identifiées comme non conformes dans l'arrêté du 8 juillet 2016. L'exploitant n'a pas pu justifier de travaux de mise en conformité.

A noter également une problématique bruit en période nocturne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : AIR - Cheminées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2016, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur de cheminées
Prescription contrôlée : Les hauteurs des cheminées (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) sont fixées dans le tableau ci-après. Elles sont déterminées, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz ou de contraintes locales spécifiques. Les hauteurs de cheminées de chaque rejet sont répertoriées dans le tableau de l' article 11.1.1 du présent arrêté. Les hauteurs de cheminées, non conformes, sont mises en conformité selon les échéances fixées dans ce même tableau. La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s pour les cheminées.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la mise en conformité des cheminées 5', 7, 9, 14, 35 et 52. Pour rappel, les hauteurs de cheminées doivent répondre aux exigences de l'article 69 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale. D'après l'exploitant le rejet 5' a été modifié (installation déplacée) et le rejet 14 a été réhaussé mais sans pouvoir justifier la hauteur actuelle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Faire un état des lieux des cheminées 5', 7, 9, 14, 35 et 52 et justifier leur hauteur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : AIR - Modalités d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2016, article 10.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités d'autosurveillance
Prescription contrôlée : Poussières : Fours de fusion (1, 24, 29, 29') : tous les ans Poussières : Fours de recuit (3, 13, 21, 35) : tous les 2 ans Poussières : Refroidissement de la nappe (7, 9, 14, 18, 19) : tous les 3 ans Poussières : Etape de fabrication (2, 11, 22, 25, 34, 36, 37, 4, 1, 50) : tous les 3 ans Poussières : Circuit de recyclage (28, 45, 47, 49, 52, 53) : tous les 3 ans Poussières : Filtres chambres (4, 23, 31, 31', 32, 33, 51) : tous les 3 ans Poussières : Silos (A, B, C, E, F, G) : 1 silo tous les ans lors d'un chargement * les rejets 3, 13, 21 sont analysés selon une fréquence annuelle, pendant au moins 5 ans suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté. NOX/CO/COV/NH3 : Fours de recuit (3, 13, 21, 35) : tous les 2 ans Formaldéhyde : Fours de recuit (3, 13, 21, 35) : une fois lors de la première campagne de mesures Fibres : Fours de fusion (1, 24, 29, 29') : tous les ans Fibres : Fours de recuit (3, 13, 21, 35) : tous les ans
Constats : L'exploitant poursuit le suivi des résultats dans un tableau de synthèse. On note que les fréquences d'analyses n'ont pas été scrupuleusement respectées en ce qui concerne les poussières et les Nox/CO/COV/NH3. On note en particulier un manque important d'analyses pour les points 13, 21, 35, 49. Concernant les fibres, l'exploitant indique ne pas avoir pu renouveler les prélèvements et mesures depuis 2023 du fait de l'impossibilité de trouver un laboratoire en capacité de faire ces mesures. Concernant le formaldéhyde, l'analyse avait été faite. D'autres analyses ont été réalisées sur le rejet 35 (2018 et 2021), sur le rejet 21 (2019), sur les rejets 3 et 13 (2020) et une nouvelle campagne a été réalisée en 2024 sur les rejets 3 et 29.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Programmer des prélèvements et mesures de fibres conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral (transmettre la commande) - Fiabiliser le roulement des contrôles de manière à respecter scrupuleusement les fréquences imposées par l'arrêté préfectoral
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : AIR - Résultats d'analyses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2016, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Résultats d'autosurveillance
Prescription contrôlée : Poussières : Fours de fusion électriques (1, 24, 29, 29') : 20 mg/Nm3 (50 g/t) Poussières : Fours de recuit gaz (3, 13, 21, 35) : 5 mg/Nm3 (12.5 g/t) Poussières : Refroidissement nappe (7, 9, 14, 18, 19) : 5 mg/Nm3 (12.5 g/t) Poussières : Etape de fabrication (2, 11, 22, 25, 34, 36, 37, 41, 50) : 5 mg/Nm3 (12.5 g/t) Poussières : Circuit de recyclage (28, 45, 47, 49, 52, 53) : 5 mg/Nm3 (12.5 g/t) Poussières : Silos (A, B, C, E, F, G, H) : 50 mg/Nm3 Poussières: Chambre de collecte (4, 23, 31, 31', 32, 33, 51) : 5 mg/Nm3 Fibres : Fours de fusion électriques (1, 24, 29, 29') : / Fibres : Fours de recuit gaz (3, 13, 21, 35) : / NOX : Fours de recuit gaz (3, 13, 21, 35) : 200 mg/Nm3 (500 g/t) NH3: Fours de recuit gaz (3, 13, 21, 35) : 50 mg/Nm3 COVT : Fours de recuit gaz (3, 13, 21, 35) : 20 mg/Nm3 (50 g/t) Formaldéhyde : Fours de recuit gaz (3, 13, 21, 35) : 2 mg/Nm3
Constats : Concernant les poussières : - l'évolution des résultats indiquent une nette amélioration concernant les points objet de la demande de dérogation. Les derniers résultats obtenus indiquent des valeurs proches de la conformité pour les points 7 (5,9 mg/Nm3 en 2024) et 14 (6,1 mg/Nm3 en 2024). Le point 19 est conforme en 2023 avec un résultat de 1,7 mg/Nm3. D'après l'exploitant, cette amélioration est directement liée à une maintenance préventive renforcée mise en place en 2023 et notamment un nettoyage approfondi des conduits de cheminées. L'exploitant prévoit d'expérimenter une sonde tribo dans le conduit du rejet n°52 afin de pouvoir déclencher une maintenance au moment opportun. - le silo H a finalement été contrôlé en 2019 ; un silo a ensuite été contrôlé chaque année sauf en 2020 (Silos A et G en 2021, Silo F en 2022, Silo C en 2023 et Silo E en 2024) ; les résultats sont tous conformes. - on relève par ailleurs quelques non conformités ponctuelles, notamment concernant les rejets 45 (38,6 mg/Nm3) , 51 (5,3 mg/Nm3), 22 (335 mg/Nm3) , 34 (6,1 mg/Nm3), 9 (7 mg/Nm3), 13 (5,9 mg/Nm3), 29 (72,6 mg/Nm3 et 91,7 mg/Nm3) , 29' (112 mg/Nm3) Concernant le formaldéhyde, l'analyse avait été faite. D'autres analyses ont été réalisées sur le rejet 35 (2018 et 2021), sur le rejet 21 (2019), sur les rejets 3 et 13 (2020) et une nouvelle campagne a été réalisée en 2024 sur les rejets 3 et 29. Les résultats respectent la valeur limite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Transmettre un plan d'action pour supprimer les non conformités ponctuelles sur les émissions de poussières / Justifier la conformité aux MTD de ces points de rejet (45, 51, 22, 34, 9, 13, 29 et 29')

- Transmettre le fichier avec la programmation des opérations de maintenance préventives
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Bruit - Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2016, article 10.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de mesures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une mesure a été réalisée en mars 2022, sachant que la dernière mesure avait été réalisée en 2018. Aucune autre mesure prévue en 2024.</p> <p>La fréquence de mesure n'est pas respectée.</p> <p>Par ailleurs, la dernière campagne de mesures a révélé 2 points non conformes : point 14 (Refroidisseur Ligne B) et point 53 (cheminée aspiration usinage), avec un dépassement de +1dBA.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Programmer dans les meilleurs délais une nouvelle campagne de mesures de bruit.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois